



Effets de la Qualité de l'École sur la Scolarisation et le Travail des Enfants dans les Zones Sélectionnées de la Côte d'Ivoire

Abou Pokou Edouard

Août 2021 / No.760

Résumé

La lutte contre le travail des enfants est un défi pour les décideurs politiques des pays en développement. L'objectif de cette étude est de trouver d'autres politiques pour réduire le travail des enfants. Ainsi, cette recherche montre l'effet de la qualité de l'école sur la scolarisation et le travail des enfants en Côte d'Ivoire. Les données primaires de l'enquête locale sur le travail des enfants et les politiques éducatives en 2010, collectées auprès d'un échantillon de 750 ménages et 1 338 enfants avec l'appui du PASRES, ont été utilisées. L'estimation de deux modèles (modèle de sélection de Heckman et modèle probit bivarié) indique

que la présence de cantine et d'électricité dans l'école augmente significativement la probabilité de scolarisation des enfants et réduit la probabilité de leur travail. Ainsi, les décideurs politiques dans la lutte contre le travail des enfants doivent se concentrer sur l'amélioration de l'environnement d'apprentissage des enfants en mettant l'accent sur la construction de cantines scolaires et l'électrification des écoles des milieux défavorisés.

Introduction

Dans la plupart des pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne, le travail des enfants reste une préoccupation. En effet, 19,6% des enfants de cette région sont impliqués dans le travail (OIT, 2017). En Côte d'Ivoire, 20,1% des enfants sont affectés (INS, 2015). Par conséquent, la lutte contre le travail des enfants reste un défi pour les décideurs nationaux s'ils veulent assurer une éducation de qualité toute leur vie durant.

En général, la décision des ménages d'envoyer leurs enfants sur le marché du travail est influencée par le revenu, l'incertitude et les rendements relatifs du travail et de l'éducation (Dammerta et al., 2018). Les mesures de lutte contre le travail des enfants se sont concentrées sur l'élaboration de lois interdisant le travail des enfants. De plus en plus, compte tenu des difficultés d'application des lois dans la lutte contre le travail des enfants, la mise en œuvre des politiques publiques devient urgente. C'est pourquoi dans différents pays, plusieurs programmes sociaux (*Vivres pour l'éducation au Bangladesh ; Réponse burkinabé pour améliorer les chances de réussite des filles I et II ; Programme Progress au Mexique, etc.*) ont été mis en avant pour favoriser la scolarisation des enfants et leur maintien dans le système éducatif. Ces programmes ont été étudiés et ont montré un effet positif sur la réduction du travail des enfants (Ambreen, 2017; De Brauw et al., 2015 ; Fabre and Pallage, 2015 ; Jacobus and Furio, 2014; Carvalho, 2012; Yasuharu, 2010). Certaines de ces études ont montré des résultats mitigés. Par exemple, Ximena et al. (2016) ont montré dans le cas du Nicaragua que les transferts monétaires conditionnés à la scolarisation des enfants réduisaient le travail des enfants dans les tâches ménagères et l'agriculture traditionnelle. Mais ce programme a augmenté le travail des enfants dans les activités commerciales.

En Côte d'Ivoire, ces formes de politiques ciblées sont rares. Néanmoins, depuis les années 2000, les gouvernements ont intensifié les campagnes visant à réduire le travail des enfants en augmentant les infrastructures dans les écoles. Malheureusement, il n'existe aucune étude permettant d'analyser l'impact des politiques publiques sur la réduction du travail des enfants. De plus, la plupart des études sur le travail des enfants considèrent l'environnement domestique et ignorent celui de l'école (Abou, 2014; Nkamleu, 2006; Diallo, 2001). Cependant, il

est prouvé que l'amélioration de l'environnement d'apprentissage des enfants favorise leur bien-être à l'école ([Gibbons and Olmo, 2011](#)). Cette amélioration de l'environnement scolaire suppose la présence de certaines infrastructures (cantine, latrines, bibliothèque, électricité, point d'eau potable, absence de classe multi-niveaux, etc.) susceptibles d'améliorer les résultats scolaires. En d'autres termes, les études qui montrent l'effet de la qualité de l'école sur le travail des enfants sont rares en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, au niveau macroéconomique, en raison de la faible qualité de l'école, l'éducation a un effet négligeable sur la croissance économique en Afrique subsaharienne ([Glewwe et al., 2014](#)). La qualité de l'école devient donc un défi pour expliquer le travail des enfants. Ainsi, il apparaît important de savoir si la qualité de l'école est un déterminant fondamental de la mise au travail des enfants en Côte d'Ivoire.

L'objectif général de cette étude est de montrer le rôle de la qualité de l'école dans la promotion de l'éducation des enfants et la lutte contre leur participation au travail. En effet, dans les pays en développement, la qualité de l'école est problématique si l'on se réfère aux infrastructures de base des écoles. Les décideurs dans la réalisation de l'éducation pour tous cherchent à scolariser le plus grand nombre d'enfants possible. L'objectif est d'éviter qu'ils se retrouvent sur le marché du travail. Mais de plus en plus, il est important de se concentrer sur la dimension qualitative de l'offre du service public d'éducation.

Travail des enfants

La définition du terme "travail des enfants" est controversée ([Biswajit and Runa, 2019](#) ; [Ali et al., 2017](#) ; [Pallage and Zimmerman, 2007](#) ; [Fafchamps and Wahba, 2006](#) ; [Basu and Van, 1998](#),). Lorsque nous utilisons ce terme tout au long de cette étude, nous faisons référence au travail des enfants à abolir et au travail dangereux. En d'autres termes, les travaux qui ne peuvent pas être effectués par des enfants compte tenu de leur âge. Plusieurs définitions existent dans la littérature. Par exemple, des études, telles que [Pallage et Zimmerman, 2007](#) ainsi que [Basu et Tzannatos, 2003](#) considèrent le travail des enfants comme une force de travail. Cette notion peut également être évaluée à partir de la spécificité de l'activité. Dans le modèle de [Basu and Van \(1998\)](#) et [Van \(1998\)](#), par exemple, le travail des enfants est une activité économique. De plus, la définition du travail des enfants peut être spécifique à chaque pays, à chaque culture, sinon la définition n'est pas universelle.

À l'analyse, la définition du travail des enfants n'est pas précise. En effet, certaines activités économiques en dehors des heures de classe ou pendant les vacances scolaires peuvent être bénéfiques pour les enfants ([Ali et al., 2017](#)). De même, des activités non-économiques (par exemple, les travaux ménagers) peuvent être

effectuées par les enfants pendant de longues heures et avoir un effet négatif sur leur santé et leur développement cognitif. Elles deviennent alors nuisibles. Par conséquent, la définition du travail des enfants doit prendre en compte le nombre d'heures travaillées ([Chiwaula, 2010](#); Dumas, 2012). En effet, une activité peut être classée comme inoffensive, mais selon le nombre d'heures travaillées, elle peut avoir des effets néfastes sur la santé et les performances scolaires. Ainsi, la définition du travail des enfants peut être spécifique à chaque pays et à chaque culture, ce qui montre qu'elle n'est pas universelle et fera toujours l'objet de débats.

En Côte d'Ivoire, de la loi, on peut retenir le concept de travail des enfants à abolir et dangereux pour définir le travail des enfants (Tableau 1). Ainsi, l'expression « travail des enfants à abolir » désigne l'exercice par un enfant de travaux interdits, et plus généralement de types de travaux à éliminer, car jugés indésirables tant sur le plan social que moral selon la législation nationale. En outre, on entend par "travail dangereux" toute activité qui, par sa nature ou son type, entraîne directement ou indirectement des effets néfastes pour la sécurité, la santé (physique ou mentale) et le développement moral de l'enfant. Le danger peut également être causé par une charge de travail excessive, les rigueurs physiques liées à la tâche ou le nombre d'heures, même lorsque l'activité n'est pas dangereuse.

En outre, dans la définition du travail des enfants, l'âge est important. Il permet de savoir qui est considéré comme un enfant. Comme le montre le tableau 1, par rapport aux enfants de 14 à 17 ans, ceux de 5 à 13 ans sont interdits de toute forme d'activité. Ainsi, dans cette analyse, la tranche d'âge considérée est celle des 6-13 ans. En effet, l'entrée de l'âge officiel en première année d'école primaire est de 6 ans. De plus, l'âge minimum d'admission à l'emploi est de 14 ans. Ainsi, dans cette étude, la tranche d'âge considérée pour les enfants est de 6 à 13 ans.

Tableau 1: Définition des formes de travail des enfants à partir des lois en vigueur en Côte d'Ivoire

Formes de travail	Les pires formes de travail		Le travail des enfants autres que les pires formes de travail	Travail régulier/léger
Critères selon les lois et conventions nationales de l'Organisation internationale du travail (OIT)	Pire forme autre que le travail dangereux (travail forcé, traite des enfants...)	Travaux dangereux	Décret n° 96-204 du 7 mars 1996 Article 2 : En apprentissage plus de 16 heures consécutives et pendant la nuit de 05 heures du soir à 8 heures du matin Code du travail Article 23-8 (âge minimum)	< ou = à 8 h/jour Article. 23-8 du Code du travail (Âge minimum)
	Convention 182 de l'OIT	Arrêté n° 009 du 19 janvier 2012 portant révision de la liste des travaux		
5-13 ans				
14-17 ans				

Source : l'auteur à partir de l'IPEC, INS, (2014)

Travail inacceptable selon les conventions de l'OIT et les lois de la Côte d'Ivoire

Travail acceptable selon les conventions de l'OIT et les lois de la Côte d'Ivoire.

Qualité de l'école et relation avec le travail des enfants

La définition de la qualité est sujette à débat. Cette variable prend en compte plusieurs indicateurs : les infrastructures scolaires ou les ressources physiques, les ressources pour les enseignants, la qualité des enseignants, etc. Dans la plupart des études, la qualité de l'école est mesurée par la taille de la classe, les caractéristiques des enseignants ou les dépenses d'éducation par habitant (Dynarski et al., 2013; Chetty et al. 2011; Futoshi, 2011; Valdenaire, 2011; Rivkin et al., 2005). Ces études mettent en exergue la qualité de l'école sur les acquis des élèves en considérant certaines variables (l'effectif de la classe, caractéristique des enseignants) comme variables explicatives dans la fonction de production. Mais pour Pedro et al. (2016), ces variables ne reflètent pas la qualité de l'école. En effet, ces variables sont directement liées au rendement des élèves. Néanmoins, ces auteurs supposent qu'à partir du moment où la taille de la classe, les caractéristiques des enseignants d'une école contribuent à

une meilleure réussite des élèves, alors cette école est de qualité. En d'autres termes, cette mesure de l'école donne une idée de sa définition. Autrement dit, une école de qualité est une école qui permet aux enfants d'améliorer leurs performances scolaires. Cependant, certaines des variables mises en avant et débattues ne sont pas incluses dans l'analyse du travail des enfants. Cela s'explique par le fait que les enquêtes sur le travail des enfants ne tiennent pas compte des caractéristiques des écoles. Une autre explication peut être qu'il est difficile d'établir un lien de causalité entre ces indicateurs et les performances des élèves.

La taille de la classe influence parfois les résultats des élèves (Giambona and Mariano, 2018; Hans et al., 2014). En effet, les classes à effectifs réduits peuvent améliorer les performances scolaires des enfants. (Krueger, 2003) montre, par exemple, qu'il n'y a pas d'effet significatif de la taille des classes. Dans l'analyse, il y a des contradictions qui peuvent être expliquées par d'autres facteurs. Abou (2016), considérant cette variable pour expliquer le travail des enfants, a trouvé que les parents ont tendance à envoyer leurs enfants dans des classes surpeuplées car ils n'ont pas d'autre choix (tout ce qui réduit la probabilité d'emploi de l'enfant). Cependant, ces enfants ont généralement de mauvais résultats. Ainsi, ils seront susceptibles de se retrouver sur le marché du travail. En d'autres termes, si les parents avaient le choix, ils enverraient leurs enfants dans des écoles où les classes sont petites. Ces écoles sont non seulement plus chères mais aussi éloignées des ménages pauvres. Par conséquent, les enfants des ménages pauvres sont parfois exclus de ces écoles s'il n'y a pas de subvention de l'État (Futoshi, 2011).

Pour prendre en compte d'autres procédés de mesurer la qualité de l'école, certains auteurs considèrent les infrastructures scolaires (Jacobus and Furio, 2014; Bacolod and Ranjan, 2008). Celles-ci agissent de manière synergique et indirecte sur les performances des élèves. Ainsi, les parents sont encouragés à éduquer les enfants plutôt que de les mettre sur le marché du travail. Aux Philippines, par exemple, Bacolod and Ranjan (2008) utilisent deux groupes d'indicateurs pour calculer deux types d'indice : indice d'installation physique et indice de ressources aux enseignants. À partir d'un logit multinomial, les résultats montrent que les enfants fréquentent les écoles qui ont l'électricité. Cependant, les résultats n'influencent pas statistiquement le choix de l'activité des enfants. Cette étude identifie la qualité de l'école à partir de certaines infrastructures de l'école. Elle considère donc les ressources physiques disponibles dans les écoles (latrines, électricité, matériaux de construction en béton, approvisionnement en eau potable, etc.). Elle prend également en compte les ressources à la disposition des enseignants (salle des professeurs, casiers, ordinateurs, etc.). Cependant, rappelons que dans cette étude, les auteurs calculent un indice qui est une agrégation de plusieurs variables. Elle ne permet donc pas d'évaluer l'effet de chaque variable.

L'un des Objectifs de développement durable (ODD) est d'assurer un accès égal à une éducation de qualité pour tous et de promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie. En Côte d'Ivoire, des progrès dans ce sens sont en cours. En

effet, après la crise des années 2010, les politiques de distribution de kits scolaires, de construction d'écoles et de salles de classe ont permis une augmentation du nombre d'écoliers. Par exemple, sur la période 2013 à 2019, le nombre d'écoles est passé de 11 233 à 14 246, soit une variation d'environ 27 % (tableau 2). Au cours de la même période, le nombre d'élèves a augmenté de 23 %. Par ailleurs, hormis le nombre de cantines qui est en baisse (5,53 %), d'autres infrastructures telles que le nombre d'écoles disposant de points d'eau (0,09 %), le nombre d'écoles électrifiées (26,98 %) et le nombre d'écoles disposant de latrines (118,91 %) ont augmenté au cours la même période. L'augmentation du nombre de ces indicateurs de qualité de l'école peut réduire le taux d'échec scolaire, contribuer à maintenir les enfants à l'école et à réduire le nombre d'enfants sur le marché du travail.

Tableau 2 : Présentation de quelques indicateurs de la qualité de l'école

Années	2013/ 2014	2014/ 2015	2015/ 2016	2016/ 2017	2017/ 2018	2018/ 2019	Variation
Nombre d'écoles	11 233	11 869	12 537	13 195	13 784	14 246	26,82
Nombre d'étudiants	2 696 397	2 840 181	3 064 073	3 169 303	3 255 797	3 308 667	22,71
Points d'eau	5 400	5 142	4 568	5 317	5 441	5 405	0,09
Électricité	2 958	3 130	3 112	3 378	4 736	3 756	26,98
Cantines	5 712	5 310	5 201	5 434	5 616	5 396	-5,53
Latrines	2 840	4 497	4 756	6 674	6 480	6 217	118,91

Source : Calcul de l'auteur basé sur les données du DSPS.

Enfin, la présence d'infrastructures dans les écoles (cantines, latrines, points d'eau potable, électricité, etc.) peut être utilisée pour définir la qualité de l'école. Dans le cas contraire, si ces infrastructures de base peuvent améliorer les performances des élèves, alors elles pourraient également contribuer à réduire le travail des enfants. Malgré l'indisponibilité des données correspondantes pour la période 2013-2019 comme le montre le tableau 2, le tableau 3 montre que le travail des enfants a diminué. Cette diminution peut s'expliquer par l'augmentation du nombre de latrines dans les écoles et du nombre d'écoles disposant de l'électricité.

Tableau 3 : Relation entre le travail des enfants et certains indicateurs de qualité de l'école

Année	2014	2016	Variation
Points d'eau	5 400	4 568	-15,41
Électricité	2 958	3 112	5,21
Cantines	5 712	5 201	-8,95
Latrines	2 840	4 756	67,46
Travail des enfants	28,2	15,00	-46,81

Source : Calcul de l'auteur basé sur les données du DSPS

Lors de l'analyse, il serait important de mettre en évidence l'effet de ces infrastructures de base sur la scolarisation et le travail des enfants. Les études liant le travail des enfants et la qualité de l'école sont rares. Notre contribution à cette étude est donc d'estimer les effets de la qualité de l'école sur la scolarisation et le travail des enfants en Côte d'Ivoire.

Source des données

De plus en plus, grâce aux décideurs politiques nationaux et à certains organismes internationaux tels que le Bureau international du travail (BIT), des enquêtes sur le travail des enfants existent (l'enquête sur le niveau de vie des ménages de 2002, 2008 ; le travail des enfants de 2005 ; l'enquête nationale sur l'état de l'emploi et du travail des enfants de 2013, etc.) Cependant, peu d'entre elles intègrent un questionnaire scolaire afin de mettre en exergue l'effet de la disponibilité de certaines infrastructures dans les écoles sur la scolarisation et le travail des enfants. En 2010, pour contribuer à la compréhension des causes du travail des enfants, des données primaires ont été collectées grâce au soutien financier du Programme d'appui stratégique à la recherche scientifique (PASRES¹) dans le cadre du projet « Éducation et travail des enfants en Côte d'Ivoire ». Cette enquête a permis de collecter des données dans deux localités aux réalités socio-économiques différentes de la Côte d'Ivoire : Soubré en zone forestière et Bouaké en zone de savane.

Située au sud-ouest de la Côte d'Ivoire, Soubré est l'une des plus grandes zones de production de cacao avec de nombreuses opportunités d'emplois agricoles. Selon l'Institut National de la Statistique (INS, 2014), le secteur agricole emploie la majeure partie (53,4 %) des enfants impliqués dans le travail des enfants. L'incidence de la pauvreté dans cette zone est inférieure au taux national (INS, 2015) mais, selon l'enquête nationale sur le travail des enfants de 2014 (INS, 2014), la proportion d'enfants impliqués dans le travail des enfants reste élevée (plus de 20 %). En 2008, l'enquête initiale de diagnostic national a montré que 26,5 % des enfants de cette zone n'avaient jamais été scolarisés, ce qui a augmenté la main-d'œuvre familiale dans les plantations de cacao (Bureau du Premier ministre, 2008). En outre, selon le Département des *stratégies, de la planification et des statistiques* (DSPS, 2014), la taille des classes dans cette zone était supérieure aux normes de l'UNESCO et supérieure à la moyenne nationale (40 et 44 élèves par classe, respectivement). Par exemple, dans la zone urbaine de Soubré, il y avait des écoles avec 63 élèves par classe, ce qui ne pouvait qu'avoir un impact négatif sur la qualité de l'éducation.

1 Le PASRES est le Programme d'Appui Stratégique à la Recherche Scientifique en Côte d'Ivoire. Le PASRES a des objectifs stratégiques spécifiques qui sont cohérents avec les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Bouaké, pour sa part, est une région située au centre de la Côte d'Ivoire. De 2002 à 2011, cette région a échappé au contrôle du gouvernement national en raison de la crise politique qui a prévalu à cette époque. L'incidence de la pauvreté dans cette région est élevée (54,9 %), selon l'enquête sur le niveau de vie des ménages de 2015 (INS, 2015). En 2013, l'enquête nationale sur l'emploi et le travail des enfants a montré que 30 % des enfants étaient impliqués dans le travail des enfants, dont 31 % de filles et 28,8 % de garçons (INS, 2014). À Bouaké, les classes comptent 50 enfants en moyenne, et on y trouve également des classes à plusieurs niveaux (DSPA, 2014). Tout ceci est susceptible de constituer un obstacle à la réalisation de l'objectif d'une éducation de qualité pour tous et d'opportunités de formation continue. En d'autres termes, le travail des enfants est susceptible d'augmenter en raison du manque d'infrastructures scolaires ou de la mauvaise qualité de l'école.

Basée sur une enquête auprès des ménages qui a utilisé une méthodologie OIT/SIMPOC, cette étude a été conçue pour se concentrer sur la qualité de l'école. Pour tenir compte de l'importance de la zone géographique, elle s'est concentrée sur deux strates : l'une dans une zone de savane (Bouaké) et l'autre dans une zone de forêt (Soubré). Chaque strate a été subdivisée en deux zones de résidence : urbaine et rurale. Cela signifie que l'étude a utilisé un échantillon stratifié à deux degrés. À la première étape, 15 districts de dénombrement (DE) ont été tirés dans chaque strate proportionnellement à leur taille, la taille d'un DE correspondant au nombre de ménages y résidant ; soit 30 DE pour les deux strates, avec 10 sélectionnés dans la zone urbaine et cinq (5) dans la zone rurale dans chaque strate. Un échantillon systématique a été tiré dans chaque DE. Cette technique a permis d'obtenir la liste des ménages qui a servi de base de sondage pour la deuxième phase d'échantillonnage. Lors de cette dernière étape, un nombre fixe de ménages a été sélectionné dans chacune des listes obtenues à partir des districts de dénombrement, et dans chacun d'eux, les ménages ayant des enfants âgés de 6 à 14 ans ont été identifiés ; certains des ménages se sont qualifiés pour l'étude, d'autres non. Dans chaque district de dénombrement, 25 ménages ont été sélectionnés dans l'échantillon.

La base de sondage était la liste complète des districts de dénombrement dans les régions de Bouaké et de Soubré, une liste compilée dans le cadre du Recensement National de la Population et de l'Habitat (RGPH1998) réalisé en 1998 par l'Institut National de la Statistique. L'échantillon a été sélectionné de manière à obtenir une précision en termes de proportion d'individus interrogés (Ardilly, 2006). Par exemple, pour une précision de 10 %, la taille de l'échantillon doit être d'au moins 100. C'est pourquoi l'enquête de cette étude a porté sur un échantillon de 750 ménages, dont 375 ont été tirés de la zone de savane et 375 de la zone de forêt ; dans une zone comme dans l'autre, 250 ménages provenaient de la zone urbaine et 125 de la zone rurale.

Conclusion et implications politiques

La lutte contre le travail des enfants reste un enjeu majeur des politiques de réduction des inégalités dans plusieurs pays africains au sud du Sahara. Des politiques appropriées sont donc nécessaires. L'éducation semble donc être un moyen efficace pour réduire le travail des enfants. Malheureusement, un aspect essentiel tel que la qualité de l'école n'est pas toujours prise en compte en raison de ses difficultés de mesure. Aussi, pour participer à ce débat et chercher d'autres moyens de lutter contre le travail des enfants, cette étude vise à montrer l'effet de la qualité de l'école sur le travail et la scolarité des enfants en Côte d'Ivoire. Ainsi, en utilisant les données primaires collectées par l'enquête locale sur le travail des enfants et les politiques éducatives, le modèle probit bivarié et le modèle de sélection de Heckman ont permis d'obtenir plusieurs résultats.

Le résultat le plus important concerne la qualité de l'école. L'amélioration de la qualité de l'école pousse les chefs de ménage à scolariser leurs enfants sans distinction de sexe. En d'autres termes, les écoles de mauvaise qualité sont un signal négatif pour les ménages d'autant plus qu'ils n'ont pas le choix de l'école pour leurs enfants. Ainsi, l'indisponibilité de certaines infrastructures de base (cantines, latrines, électricité, points d'eau potable, etc.) dans les écoles pousse parfois les enfants à quitter le système éducatif. Ce résultat montre l'importance de la qualité de l'école dans l'explication de la décision du choix de l'activité des enfants. De ces infrastructures de base, la disponibilité de la cantine et de l'électricité dans les écoles favorise significativement la scolarisation des enfants. Ces infrastructures de base peuvent servir de mécanisme d'incitation à la scolarisation des enfants pour les ménages pauvres. Outre la qualité de l'école, la plupart des résultats montrent également que, quel que soit le modèle, le passage d'un niveau d'éducation inférieur à un niveau supérieur réduit la probabilité de travail des enfants. De plus, la taille de la classe affecte positivement la scolarisation des enfants, en particulier celle des filles.

La contribution de cette recherche à l'analyse du travail des enfants tient compte de la qualité de l'école. Celle-ci est mesurée par un ensemble d'infrastructures. Leur présence dans l'école peut influencer le choix d'activité des enfants. Ainsi, cette étude, utilisant deux modèles économétriques, est en tandem avec la plupart des travaux de recherche. Elle montre que selon le modèle et les données disponibles, les résultats peuvent différer d'une étude à l'autre.

Dans l'analyse, les décideurs politiques doivent se concentrer sur l'environnement scolaire pour réduire significativement le travail des enfants. L'accent est mis sur la fourniture de services de base tels que les cantines, les toilettes, les points d'eau potable, etc. Plus précisément, l'accent doit être mis sur la construction de cantines dans les écoles des zones défavorisées. Ce serait un moyen pour le gouvernement d'encourager les parents pauvres à éduquer leurs enfants. En outre, étant donné son

importance dans l'apprentissage des enfants, les décideurs nationaux doivent fournir de l'électricité aux écoles des communautés pauvres. Cela pourrait commencer par l'utilisation de l'énergie solaire qui peut soutenir l'éducation dans les zones reculées. Ces dispositions permettront d'atteindre l'objectif d'une éducation de qualité pour tous tout au long de la vie d'ici 2030.

Bibliographie

- Abou, P.E. 2014. "A re-examination of determinants of child labour in Ivory Coast". Nairobi: African Economic Research Consortium Paper No. 289.
- Abou, P.E. 2016. "Does domestic work affect the academic performance of girls in primary school in Ivory Coast? Empirical evidence from Probit model". *European Scientific Journal*, 12(35): 368–381.
- Ali, R., Jeffrey, A. and Nicolaus, T. 2017. "Child labour and household land holding: Theory and empirical evidence from Zimbabwe". *World Development*, 100: 45–58.
- Ambreen, F. 2017. "The effect of globalization and credit market imperfections on the incidence of child labour". *International Journal of Social Economics*, 44(8): 998–1017.
- Aturupane, H., Glewwe, P. and Wisniewski, S. 2013. "The impact of school quality, socio-economic factors, and child health on students' academic performance: Evidence from Sri Lankan primary schools". *Education Economics*, 21(1): 2–37.
- Bacolod, M., and P. Ranjan. 2008. "Why children work, attend school, or stay idle: The roles of ability and household wealth". *Economic Development and Cultural Change*, 56(4): 791–828.
- Baland, J., and J. Robinson. 2000. "Is Child Labor Inefficient?" *Journal of Political Economy*, 108 (4): 663–679.
- Basu, K. and Z. Tzannatos. 2003. "Child Labor and Development: An Introduction". *World Bank Economic Review*, 17(2):145–146.
- Basu, K. and Van, H. P. 1998. "The economics of child labour". *American Economic Review*, 17(2): 412–427.
- Bernal, P., Nikolas M. and Javaeria, A.Q. 2016. "Estimating effects of school quality using multiple proxies". *Labour Economics*, 39: 1–10.
- Biswajit, C. and Runa, R. 2019. "Introduction". In: *Economics of child labour*. Singapore: Springer, pp. 1–6.
- Boutin, D. 2012. *Essay on poverty vulnerability and child labour. PhD dissertation in economics*. University of Montesquieu Bordeaux IV, December 7, 2012.
- Prime Minister's Office. 2008. "Initial national diagnostic survey". Executive secretariat. Abidjan, June 2008.
- Carvalho, F. 2012. "Household income as a determinant of child labour and school enrolment in Brazil: Evidence from a social security reform". *Economic Development and Cultural Change*, 60(2): 399–435.
- Chetty, R., Friedman, J.N., Hilger, N., Saez, E., Schanzenbach D. and Yagan, D. 2011. "How does your kindergarten classroom affect your earnings? Evidence from Project STAR". *The Quarterly Journal of Economics*, 126 (4): 1593–1660.

- Chiwaula, L.S. 2010. "Household poverty and child labor decisions in Malawi". In R.K.Q. Akee., Edmonds, E.V. and Tatsiramos, K. ed., *Child Labor and the Transition between School and Work*. Bingley: Emerald Group Publishing Limited.
- Dammerta, A. C., Jacobus, D. H., Eric, M. and Furio, C. 2018. "Effects of public policy on child labour: Current knowledge, gaps, and implications for program design". *World Development*, 110: 104–123.
- De Brauw, A., Daniel, O.G., Johon, O. and Shalini, R. 2015. "The impact of Bolsa Família on schooling". *World Development*, 70: 303–316.
- Dumas, C. 2012. "Does Work Impede Child Learning? The Case of Senegal". *Economic Development and Cultural Change*, 60 (4): 773–793.
- De Janvry, A., F. Frederico, E. Sadoulet and V. Renos. 2006. "Can conditional cash transfer programmes serve as safety nets in keeping children at school and from working when exposed to shocks"? *Journal of Development Economics*, 79(2): 349–373.
- Diallo, Y. 2001. "Children and their participation in the labor market in Ivory Coast". PhD dissertation in economics. University of Montesquieu Bordeaux IV, 2001.
- DSPS. 2014. "Primary statistics yearbook 2014-2015". Department of strategies, Planning and Statistics, Abidjan.
- Dynarski, S., Hyman, J.M. and Schanzenbach D.W. 2013. "Experimental evidence on the effect of childhood investments on postsecondary attainment and degree completion". *Journal of Policy Analysis and Management*. 32(4): 692–717.
- Fafchamps, M. and Wahba, J. 2006. "Child labour, urban proximity and household composition". *Journal of Development Economics*, 79(2): 374–397.
- Fabre, A. and Pallage, S. 2015. "Child labour, idiosyncratic shocks, and social policy". *Journal of Macroeconomics*, 45: 394–411.
- Futosh, Y. 2011. "School quality, clustering and government subsidy in post-apartheid South Africa". *Economics of Education Review*, 30(1): 146–156.
- Giambona, F. and Mariano, P. 2018. "School size and students' achievement: Empirical evidence from PISA survey data". *Socio-Economic Planning Sciences*, 64: 66–77.
- Gibbons, S., and S. Olmo. 2011. "School quality, child well-being and parents' satisfaction". *Economics of Education Review*, 30(2): 212–331.
- Glewwe, P., E. Maïga and Z. Haochi. 2014. "The contribution of education to economic growth: A review of evidence with special attention and application to Sub-Saharan Africa". *World Development*, 59: 379–393.
- Goulart, P. and S.B. Arjun. 2008. "Child labour and educational success in Portugal". *Economics of Education Review*, 27(5): 575–587.
- Guarcello, L., F. Mealli, and F.C. Rosati. 2010. "Household vulnerability and child labor: the effect of shocks, credit rationing, and insurance". *Journal of Population Economics*, 23: 169–198.
- Hans, L., Maria, H. and Jaap, S. 2014. *School size effects revisited: A qualitative and quantitative review of the research evidence in primary and secondary education*. New York: Springer.
- ILO. 2017. "Global estimates of child labour: Results and trends, 2012-2016". International Labour Organization (ILO), Geneva.
- INS. 2014. "National survey on the employment and child labour situation". National Institute of Statistics (INS), Abidjan.

- INS. 2015. "Household standard of living survey in Ivory Coast". National Institute of Statistics (INS), Abidjan.
- Jacobus, H. C. Furio. 2014. "Does promoting school attendance reduce child labour? Evidence from Burkina Faso's BRIGHT project". *Economics of Education Review*, 39: 78–96.
- Krueger, A. 2003. "Economic considerations and class size". *Economic Journal*, 113: 34–63.
- Luiz, R. L., Shirley, M. and Marianne, W. 2015. "Child labour and the wealth paradox: The role of altruistic parents". *Economics Letters*. 130: 80–82.
- Marshal, J.H. 2011. "School quality and learning gains in rural Guatemala", *Economics of Education Review*, 30(6): 1445–1455.
- Nkamleu, G.B. 2006. "Poverty and child farm labour in Africa: Wealth paradox or bad orthodoxy". *African Journal of Political Economy*, 13(1): 1–24.
- Pallage, S. and Zimmermann, C. 2007. "Buying out child labour". *Journal of Macroeconomics*, 29(1): 75–90.
- Pedro, B., Nicolas M. and Javaera, A.Q. 2016. "Estimating effects of school quality using multiple proxies". *Labour Economics*, 39: 1–10.
- Ravallion, M. and Q. Wodon. 2000. "Does child labour displace schooling? Evidence on behavioral responses to an enrolment subsidy". *The Economic Journal*, 110 (462): 158–175.
- Rivkin, Steven G., Hanushek, Eric A., Kain, John F. 2005. "Teachers, schools and academic achievement". *Econometrica* 73(2): 417–458.
- Stephen, G. and S. Olmo. 2011. "School quality, child well-being and parents' satisfaction". *Economics of Education Review*, 30(2): 312–331.
- Valdenaire, M. 2011. "Essay in economics of education". School of advanced studies in social science. PhD dissertation in economics, Paris, 2011.
- World Bank. 2004. Strengthening the foundation of education and training in Kenya. Report No. 28064-KE, Washington DC: World Bank.
- Ximena V. D., Norman V. L. and Tomoko, W. 2016. "The impact of conditional cash transfers on the amount and type of child labour". *World Development*, 80: 33–47.
- Yasuharu, S. 2010. "Credit programme participation and child schooling in rural Malawi". *World Development*, 38(4): 567–580.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org